



SOFAGEC
Audit

Associés :

Bruno
LABORIER

Philippe
SALLE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels

Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions réglementées

Bilan – Compte de Résultat - Annexe

3, rue du

Dr Charles-Gabriel Pravaz

69110

SAINTE-FOY-LES-LYON

Tél

04 72 16 16 16

Email

contact@sofagec.fr

Web

sofagec.fr

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE
COMPTABLE INSCRITE
À L'ORDRE DES
EXPERTS-COMPTABLES
RHÔNE-ALPES
SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT
AUX COMPTES - MEMBRE
DE LA COMPAGNIE
RÉGIONALE DE LYON

SAS AU CAPITAL DE 100.000 €
452 736 184 RCS LYON
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE
FR14452736184

**Association INSTITUT SAINT LAURENT
123 Montée de Choulans
69005 - LYON**

**EXERCICE CLOS LE 31.12.2023
SIREN 779 883 479**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association INSTITUT SAINT LAURENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

- **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicable en FRANCE. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de Déontologie de la Profession de Commissaire aux Comptes.

- **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant : la note « Faits marquants de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels rappelle le litige déclaré sur les exercices précédents et le montant provisionné dans les comptes.

- **Justifications des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations



suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre Association constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges, tel que décrit dans les notes « Faits marquants de l'exercice » et « Provision pour risque et charge ». Nos travaux ont consisté à analyser les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et à vérifier et apprécier la qualité des informations données en annexe relatives à ces provisions.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont



considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINTE FOY LES LYON, le 24 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

Pour la **SAS SOFAGEC**

Philippe SALLE



**RAPPORT SPECIAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Association,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à SAINTE FOY LES LYON, le 24 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

Pour la **SAS SOFAGEC**

Philippe SALLE



BILAN ACTIF

Institut Saint-Laurent LYON

01/01/2023 - 31/12/2023

	ACTIF	EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	71 900	58 040	13 860	5 939
	- Autres Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	71 900	58 040	13 860	5 939
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	-	-	-	-
	- Constructions sur sol propre	-	-	-	-
	- Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
	- Installations techniques, matériel et outillage	54 118	33 294	20 824	35 163
	- Autres Immobilisation Corporelles	481 680	169 058	312 622	336 293
	- Immobilisations corporelles en cours	1 580	-	1 580	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelles	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	537 378	202 352	335 026	371 457
	IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRÊT A USAGE)	-	-	-	-
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations	-	-	-	-
	- Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	- Prêts	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations financières	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	-
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	609 278	260 392	348 886	377 396
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	-	-	-	-
	CREANCES :				
	- Usagers (familles, élèves)	282 193	28 862	253 331	294 826
	- Personnel et organismes sociaux	-	-	-	-
	- Etat et autres collectivités publiques	77 242	-	77 242	77 741
	- Autres avances et acomptes	230 363	-	230 363	213 489
	TOTAL CREANCES	589 799	28 862	560 937	586 056
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	3 016 113	-	3 016 113	1 200
	DISPONIBILITES	1 005 136	-	1 005 136	3 780 033
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	52 567	-	52 567	53 313
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	4 663 614	28 862	4 634 752	4 420 602
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	5 272 892	289 254	4 983 638	4 797 997

(1) voir détail dans l'annexe

 3, rue du Dr PRÉVAZ
 69110 STE FOY LES LYON


BILAN PASSIF

Institut Saint-Laurent LYON

01/01/2023 - 31/12/2023

	PASSIF	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	FONDS PROPRES		
	FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE		
	- Valeur du patrimoine intégré	-	-
	- Fonds statutaires	-	-
	- Apports sans droit de reprise	-	-
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	-	-
	- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	5 807	5 807
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	5 807	5 807
	RESERVES		
	- Réserves statutaires	-	-
	- Réserves pour investissements	-	-
	- Réserves de trésorerie	-	-
	- Autres réserves	2 988	2 988
	TOTAL RESERVES	2 988	2 988
	REPORT A NOUVEAU	3 149 000	514 135
	RESULTAT DE L'EXERCICE	401 105	2 634 865
	TOTAL FONDS PROPRES	3 558 900	3 157 795
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Apports avec droit de reprise	10 000	10 000
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	-	-
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables	-	-
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE	10 000	10 000
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES		
	- Subventions d'équipement	140 283	155 708
	- Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement	-	-
	- Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	-	-
	- Autres subventions d'investissement	-	-
	TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES	140 283	155 708
	DROITS DES PROPRIETAIRES (PRÊT A USAGE)	-	-
	TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	150 283	165 708
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I)	3 709 184	3 323 503
PROVISIONS	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques	390 000	405 000
	- Provisions pour pensions et obligations similaires	49 356	63 789
	- Provisions pour gros entretien	-	-
	- Autres provisions pour charges	-	-
	TOTAL PROVISIONS (II)	439 356	468 789
F D	FONDS DEDIES ③ (III)	-	-
DETTES	EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	192 822	245 407
	AVANCES ET ACOMPTES RECUS DES USAGERS	-	-
	DETTES FOURNISSEURS	254 052	373 273
	DETTES FISCALES ET SOCIALES	165 430	155 206
	DETTES SUR IMMOBILISATIONS	-	285
	AUTRES DETTES	185 613	186 202
	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	37 181	45 333
	TOTAL DETTES (IV)	835 099	1 005 705
TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV)		4 983 638	4 797 997

① Dont à plus d'un an :

Dont à moins d'un an :

② Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques :

③ Voir détail dans l'annexe



COMPTE DE RESULTAT

Institut Saint-Laurent LYON

01/01/2023 - 31/12/2023

	N	N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Participation des familles	1 158 976	1 123 403
Participations de l'Etat et des collectivités publiques	-	-
Ventes de produits et marchandises, travaux, études	297	-
Produits des activités annexes	64 745	82 970
Subventions d'exploitation	777 797	810 867
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	80 821	99 479
Autres produits de gestion courante	1 924	1 637
TOTAL	2 084 559	2 118 356
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stocks marchandises	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements	43 653	62 007
Variation de stocks matières premières	-	-
Autres charges externes	512 616	647 285
Impôts, taxes et versements assimilés	49 101	58 029
Salaires et traitements	732 844	743 393
Charges sociales	296 562	298 502
Dotations aux amortissements des immobilisations	62 824	63 269
Dotations aux dépréciations des immobilisations	-	-
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	15 455	6 237
Dotations aux provisions	-	-
Autres charges de gestion courante	22 846	26 804
TOTAL 2	1 735 901	1 905 526
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	348 658	212 830
Remboursement des frais sur opérations faites en commun	TOTAL 3	
Quote-part des frais sur opérations faites en commun	TOTAL 4	
PRODUITS FINANCIERS		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	9 610	2 799
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	80 310	-
TOTAL 5	89 920	2 799
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	4 782	5 959
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL 6	4 782	5 959
RESULTAT FINANCIER (5-6)	85 138	-3 161
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)	433 796	209 670
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Prod. Except. sur opérations de gestion	32 996	2 641
Prod. Except. sur opérations en capital	21 579	3 028 451
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	35 000	40 000
TOTAL 7	89 575	3 071 091
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Ch. Except. sur opérations de gestion	81 111	2 259
Ch. Except. sur opérations en capital	-	572 662
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	20 000	60 000
TOTAL 8	101 111	634 921
RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)	-11 535	2 436 170
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	TOTAL 9	
	21 156	10 975
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)	2 264 055	5 192 246
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)	1 862 950	2 557 381
EXCEDENT OU DEFICIT	401 105	2 634 865
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Emplois des contributions reçues		
Secours en nature	-	-
Mise à disposition gratuite de biens et services	-	-
Personnel bénévole	-	-
TOTAL	-	-
Contributions reçues		
Bénévolat	-	-
Prestations en nature	-	-
Dons en nature	-	-
TOTAL	-	-





**INSTITUT
SAINT-LAURENT**

Notre métier, c'est les autres

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'Association
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Immobilisations grevées de droit
- 3) Dépréciations d'éléments d'actif
- 4) Echéance des créances et des dettes
- 5) Evaluation des valeurs mobilières de placement
- 6) Fonds associatifs
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés
- 9) Passifs éventuels

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires par activité)
- 2) Effectif employé pendant l'exercice
- 3) Rémunération des dirigeants
- 4) Honoraires des commissaires aux comptes
- 5) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 6) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Engagements financiers donnés et reçus
- 2) Engagements pris en matière de crédit-bail

La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



INSTITUT SAINT-LAURENT – 123 Montée de Choulans – 69005 LYON

☎ 04 78 33 46 20 ✉ accueil@institutssaintlaurent.org

www.institutssaintlaurent.org

Code APE : 8559B – SIRET : 779 883 479 00031 – N° d'activité : 82-69-01516-69



Qualiopi
processus certifié
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La certification Qualiopi a été délivrée au titre des catégories
d'actions suivantes :
ACTIONS DE FORMATION
ACTIONS DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE



**INSTITUT
SAINT-LAURENT**

Notre métier, c'est les autres

3) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX (en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

- 1) Tableau des mouvements des immobilisations
- 2) Tableau des mouvements des amortissements
- 3) Tableau des mouvements des dépréciations d'éléments d'actif
- 4) Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties
- 5) Tableau des valeurs mobilières de placement- Néant, non applicable
- 6) Tableau des mouvements des fonds associatifs
- 7) Tableau des mouvements des provisions
- 8) Tableau des mouvements des fonds dédiés- Néant, non applicable
- 9) Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail - Néant, non applicable

I. INFORMATIONS GENERALES

1) IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION :

- L'Association Institut Saint-Laurent est un centre de formation supérieure aux métiers de l'action sociale et médico-sociale.
- L'association a pour objet :
 - d'assurer la formation pédagogique et le perfectionnement de futurs travailleurs sociaux, polyvalents et spécialisés,
 - de pourvoir au perfectionnement du personnel exerçant déjà des fonctions techniques, pédagogiques ou d'encadrement,
 - de concourir à toutes actions sociales animatrices ou éducatives, susceptibles de compléter la formation morale et technique des jeunes et de rendre service à la collectivité,
 - d'accueillir des groupes de travailleurs sociaux ou d'autres personnes en vue d'activités diverses,
 - d'assurer l'évaluation interne et externe...

2) FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE :

Pour rappel, lors de l'exercice clos le 31 décembre 2020, un tiers a assigné notre association. Les demandes émises par la partie adverse portent sur un montant ramené à 2 766 898 € à titre principal et 345 000 € à titre subsidiaire. Ces demandes nous paraissent infondées et sans justification financière. Dans ce contexte et par prudence, le Conseil d'Administration a toutefois décidé de constituer une provision à hauteur de 172 500 € en 2020, provision portée à 345 000 € en 2021.

La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



INSTITUT SAINT-LAURENT – 123 Montée de Choulans – 69005 LYON

☎ 04 78 33 46 20 ✉ accueil@institutssaintlaurent.org

www.institutssaintlaurent.org

Code APE : 8559B – SIRET : 779 883 479 00031 – N° d'activité : 82 69 01516 69



Qualiopi
processus certifié
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

La certification qualité a été délivrée au titre des catégories
d'actions suivantes :
ACTIONS DE FORMATION
ACTIONS DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE



Notre métier, c'est les autres

3) EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

L'Institut Saint-Laurent a obtenu, début janvier 2024, la réponse aux dossiers de demandes d'agrément pour la période 2024-2028. L'Institut Saint-Laurent a ainsi obtenu un accord favorable de la Région Auvergne Rhône-Alpes pour dispenser les formations suivantes :

- Diplôme d'état accompagnant éducatif et social (AES),
- Diplôme d'état moniteur éducateur (ME),
- Diplôme d'état éducateur spécialisé (ES),
- Diplôme d'état éducateur de jeunes enfants (EJE),
- Diplôme d'état conseiller en économie sociale et familiale (CESF).

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) DUREE ET DATES DE L'EXERCICE COMPTABLE :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

2) REFERENTIEL COMPTABLE :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2023 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général et Règlement CRC 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations).

Par ailleurs, les dispositions du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif sont appliquées. Ces nouvelles dispositions ont notamment des conséquences sur le traitement comptable des subventions d'investissement. Elles ont été mises en œuvre au cours de l'exercice 2021.

3) DEROGATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES :

Aucune dérogation n'a été pratiquée :

- Au principe de l'image fidèle,
- Aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels
- A la durée de l'exercice comptable,

4) CHANGEMENTS COMPTABLES :

Aucun changement comptable n'a eu lieu au cours de cet exercice.

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations, le cas échéant. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les acquisitions s'élèvent à 34 K€ et concernent des logiciels et travaux sur le serveur, des équipements informatiques, ainsi que des aménagements de postes de travail.



**INSTITUT
SAINT-LAURENT**

Notre métier, c'est les autres

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement			0				0
	Autres immobilisations incorporelles			60 877	11 024			71 900
			TOTAL I	60 877	11 024	0	0	71 900
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)			0				0
	Constructions	Sur sol propre		0				0
		Sur sol d'autrui		0				0
	Installations techniques, matériel et outillage			49 501	4 617			54 118
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements		403 156	2 108			405 265
		Matériel de transport		0				0
		Matériel de bureau et informatique		60 172	14 986			75 158
		Mobillier		1 258				1 258
	Immobilisations corporelles en cours			0	1 580			1 580
	Avances et acomptes sur immobilisations			0				0
		TOTAL II	514 087	23 290	0	0	537 378	
PRÊT A USAGE	Immobilisations grevées de droit		TOTAL III	0	0	0	0	0
FINANCIERES	Participations et créances rattachées à des participations			0				0
	Autres titres immobilisés			0				0
	Prêts et autres immobilisations financières			0				0
			TOTAL IV	0	0	0	0	0
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)			574 964	34 314	0	0	609 278

Les amortissements sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les éventuels nouveaux bâtiments qui pourraient être acquis ou construits par l'Association feront l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre. En l'absence de construction à ce jour, la méthode par composant ne s'applique pas.

La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

Akteap
CRA
OC

INSTITUT SAINT-LAURENT – 123 Montée de Choulans – 69005 LYON

☎ 04 78 33 46 20 ✉ accueil@institutssaintlaurent.org

www.institutssaintlaurent.org

Code APE : 8559B – SIRET : 779 883 479 00031 – N° d'activité : 82 69 0151 6 69



Qualiopi
processus certifié

REPUBLIQUE FRANÇAISE

La certification Qualiopi a été délivrée au titre des catégories d'actions suivantes :
ACTIONS DE FORMATION
ACTIONS DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE

TAUX D'AMORTISSEMENT HABITUELLEMENT PRATIQUES

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement
Installations générales et techniques	10 à 20 ans
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	5 à 10 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel de reprographie	3 à 5 ans
Logiciels	1 à 3 ans

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES				Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement							0
	Autres immobilisations incorporelles			54 938	3 102	0		58 040
			TOTAL I	54 938	3 102	0	0	58 040
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains			0				0
	Constructions	Sur sol propre		0				0
		Sur sol d'autrui		0				0
	Installations techniques, matériel et outillage			14 338	11 703		7 253	33 294
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements		74 289	40 412			114 701
		Matériel de transport		0	0			0
		Matériel de bureau et informatique		53 562	7 355		-7 253	53 663
		Mobilier		442	252			693
			TOTAL II	142 630	59 721	0	0	202 352
	TOTAL GENERAL (I + II)			197 568	62 824	0	0	260 392

2) IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROIT (PRET A USAGE) :

L'Association ne dispose pas de locaux mis à sa disposition gratuitement dans le cadre d'un prêt à usage.

3) DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF :

Les comptes usagers font l'objet d'une dépréciation évaluée au cas par cas. En cas de dépréciation d'une créance, elle représente 100% de la créance.

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles	0	0	0	0
		• Corporelles	0	0	0	0
		• Financières	0	0	0	0
	Stocks et en-cours		0			0
	Comptes usagers		25 007	15 455	11 600	28 862
	Autres créances		0	0	0	0
	Valeurs mobilières de placement		0	0	0	0
		TOTAL	25 007	15 455	11 600	28 862
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation			15 455	11 600	
	financières					
	exceptionnelles					

4) ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES :

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Sous-total créances de l'actif immobilisé	0	0	0
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	253 331	253 331	
Créances sociales et fiscales	77 242	77 242	
Autres créances (à détailler si besoin)	230 363	230 363	
Sous-total créances de l'actif circulant	560 936	560 936	0
TOTAL CREANCES	560 936	560 936	0

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE			Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €)
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	192 822	49 993	142 829	0	
Emprunts et dettes financières divers	0	0	0	0	
Sous-total dettes financières	192 822	49 993	142 829	0	
Dettes fournisseurs	254 052	254 052			
Dettes fiscales et sociales	165 430	165 430			
Dettes sur immobilisations	0	0			
Autres dettes	185 613	185 613			
Sous-total autres dettes	605 095	605 095	0	0	
TOTAL DETTES	797 917	655 088	142 829	0	



**INSTITUT
SAINT-LAURENT**

Notre métier, c'est les autres

5) EVALUATION DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :

L'Association n'a pas de valeurs mobilières de placement. Elle détient des parts sociales sur la Caisse d'Epargne, pour un montant de 1 200 €.

L'association détient des comptes à terme, pour un montant de 3 000 000 €, classés dans les comptes de trésorerie.

6) FONDS ASSOCIATIFS :

Les postes composant les fonds associatifs ont varié au cours de l'exercice :

- De l'affectation du résultat 2022,
- De l'encaissement d'une nouvelle subvention d'équipement à hauteur de 6 K€, et de l'amortissement de l'année.

Subventions d'investissement :

Conformément au règlement 2018-06, les subventions d'investissement sont inscrites au passif du bilan sur la ligne « subventions d'équipement » de la rubrique « autres fonds associatifs » et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement du bien financé.

Des subventions d'équipement ont été comptabilisées pour un montant de 6 K€. Ces financements, accordés par l'AGEFIPH, financent des équipements spécifiques à destination des salariés.





INSTITUT SAINT-LAURENT

Notre métier, c'est les autres

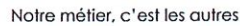
FONDS ASSOCIATIFS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la clôture de l'exercice
FONDS PROPRES	Valeur du patrimoine intégré	0			0
	Fonds statutaires	0			0
	Apports sans droit de reprise	5 807			5 807
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	0			0
	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	0			0
	Total FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE (1)	5 807	0	0	5 807
	Réserves statutaires	0			0
	Réserves pour investissements	0			0
	Réserves de trésorerie	0			0
	Autres réserves	2 988			2 988
	Total RESERVES (2)	2 988	0	0	2 988
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	Report à nouveau (3)	514 135	2 634 865		3 149 000
	Résultat (4)	2 634 865		2 233 760	401 105
	TOTAL FONDS PROPRES (I) = 1+2+3+4	3 157 795	2 634 865	2 233 760	3 558 900
	Apports avec droit de reprise	10 000			10 000
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	0			0
	Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables	0			0
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	Total FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE (5)	10 000	0	0	10 000
	Subventions d'équipement	155 707	6 155	21 579	140 283
	Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement	0			0
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	0			0
	Autres subventions d'investissement	0			0
	Total SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTÉES A DES BIENS NON RENOUELABLES (6)	155 707	6 155	21 579	140 283
	Droits des propriétaires - PRÊT A USAGE (7)	0			0
	TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (II) = 5+6+7	165 707	6 155	21 579	150 283
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (I+II)		3 323 502	2 641 020	2 255 340	3 709 183

7) PROVISIONS :

Provision pour risque et charge :

Une provision de 60 000 € avait été constituée en 2022, afin de couvrir deux litiges existants avec des anciens salariés. Ces anciens salariés réclamaient le paiement des clauses de non-concurrence prévues dans leur contrat de travail. La provision correspondait à l'intégralité du risque encouru. Cette provision a été reprise à hauteur de 35 000 € au cours de l'exercice 2023, un accord transactionnel ayant été signé avec un ancien salarié et réglé au cours de l'exercice. La seconde provision, d'un montant de 25 000 € a été maintenue, aucun accord n'ayant été trouvé au cours de l'année 2023 avec le second salarié.

Une nouvelle provision de 20 000 € a été constituée, afin de couvrir le risque lié à la publication de la loi du 22 avril 2024 au journal officiel, concernant l'acquisition des droits à congés pendant un arrêt maladie.





**INSTITUT
SAINT-LAURENT**

Notre métier, c'est les autres

9) PASSIFS EVENTUELS :

L'Association n'a pas connaissance de passif éventuel.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) INFORMATION SECTORIELLE (VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE) :

	2023	2022
Formation ME	475 442 €	432 894 €
Formation AES	55 153 €	97 155 €
Formation ES	444 624 €	383 832 €
Modules complémentaires	1 961 €	3 130 €
Formation continue	4 882 €	5 953 €
Evaluations externes	0 €	5 724 €
Prestations diverses	52 483 €	18 476 €
Formations Groupement Part	95 178 €	132 752 €
Prestations pilote	29 253 €	43 487 €
Mise à disposition locaux	12 000 €	12 000 €
Participation jurys de sélections	52 745 €	66 312 €
Produits divers	1 924 €	1 637 €
Subvention Région ARA	772 425 €	777 407 €
SUB REGION GROUPEMENT URA FORIS	4 200 €	31 962 €
Taxe apprentissage reçue	1 172 €	1 498 €

2) EFFECTIF EMPLOYE PENDANT L'EXERCICE :

L'effectif employé au cours de l'exercice représente 16 ETP en salariés permanents.

3) REMUNERATION DES DIRIGEANTS :

Aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier (c'est-à-dire l'annexe selon la réponse ministérielle du 28-02-2008) les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Au titre de l'exercice, l'Association a versé à ses dirigeants les rémunérations brutes suivantes :

- Total des rémunérations brutes annuelles hors avantages en nature (a) : 123 790 €
- Total des avantages en nature bruts (b) : néant
- Total des rémunérations (a+b) : 123 790 €

4) HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Les informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes ne sont pas requises dans les comptes annuels des personnes morales présentant une annexe simplifiée, c'est-à-dire ne dépassant pas 2 des 3 seuils suivants :

- Total bilan ≤ 4 M€ ;
- Total chiffre d'affaires ≤ 8 M€ ;
- Salariés ≤ 50

5) RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS A L'EXERCICE :

Produits et charges imputables à un autre exercice : produits constatés d'avance (passif) et charges constatées d'avance (actif).

- Les charges constatées d'avance (52 567€) correspondent à des charges d'exploitation relatives à l'exercice prochain : contrats de maintenance, assurances, loyer...
- Les produits constatés d'avance (37 181 €) correspondent à des produits d'exploitation relatifs à l'exercice prochain : quote-part de subvention groupements pas encore consommée, frais d'inscription éducateur spécialisé, mise à disposition de locaux...

Charges à payer et produits à recevoir rattachés aux postes de dettes et de créances.

- Les factures non parvenues (103 470 €) concernent des prestations non encore facturés (honoraires, mise à disposition de personnel, sous-traitance de formation...);
- Les charges à payer (75 814 €) concerne la sous-traitance de la formation AES, à recevoir de Saint Jacques de Compostelle ;
- Les subventions à recevoir (77 242 €) correspondent au solde de subvention Région 2023 à recevoir ;
- Les produits à recevoir (222 654 €) correspondent essentiellement aux produits d'apprentissage à recevoir.

6) CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS :

Les charges exceptionnelles (81 110 €) sont constituées d'abandon de refacturation au profit de Don Bosco Lyon.

Les produits exceptionnels sont constitués :

- De 32 516 € de régularisations de produits d'apprentissage,
- De 21 579 € de quote-part de subvention rapportée au résultat,
- De la reprise de provision (35 000 €) correspondant au litige avec un ancien salarié réclamant le paiement de sa clause de non-concurrence.

V.AUTRES INFORMATIONS

1) ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNÉS ET REÇUS :

En application de l'art. 833-18-1, nous portons à votre connaissance les informations suivantes :

- Avals, cautionnements et garanties donnés :
 - Une promesse d'affectation hypothécaire existe pour 100 000 €, sur l'emprunt auprès de la Caisse d'Epargne (capital restant dû de 47 615.47 €),
- Avals, cautionnements et garanties reçus :
 - l'Association bénéficie d'une garantie de la Mairie d'Ecully, sur un emprunt auprès de la Caisse d'Epargne (caution personne morale de 80 000 € - capital restant dû de 47 615.47 €),
 - l'Association bénéficie d'une garantie de la Région, sur un emprunt auprès de la Caisse d'Epargne (caution personne morale de 197 253.73 € - capital restant dû de 145 056.44 €),



**INSTITUT
SAINT-LAURENT**

Notre métier, c'est les autres

- Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées : la provision pour indemnités de départ à la retraite est comptabilisée (cf ci-avant),
- Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes : néant.

2) ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL :

L'Association n'a pas de contrat de crédit-bail.

3) CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE :

La contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale peut apporter à une autre un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services.

Ces contributions ne présentent pas un caractère significatif pour l'Association.

